

Lyon, le 15 février 2010

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - février 2010

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 1^{er} au 9 février 2010¹.

Malgré un mois de janvier mal orienté en termes de croissance du chiffre d'affaires, les perspectives à trois mois, en termes d'évolution de l'activité, continuent de s'améliorer. L'incertitude reste cependant largement de mise quant au redémarrage de l'activité, avec toujours un fort manque de visibilité à l'horizon juin 2010. Les difficultés de trésorerie restent au même niveau, mais elles sont plus fréquemment dues à des impayés. Les perspectives en matière d'emploi sont mieux orientées pour la plupart des activités. L'investissement reste par contre à la peine.

L'activité

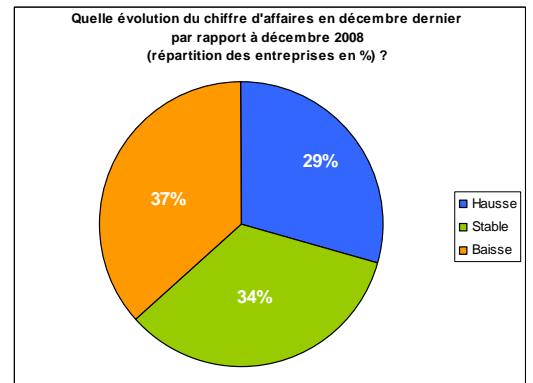
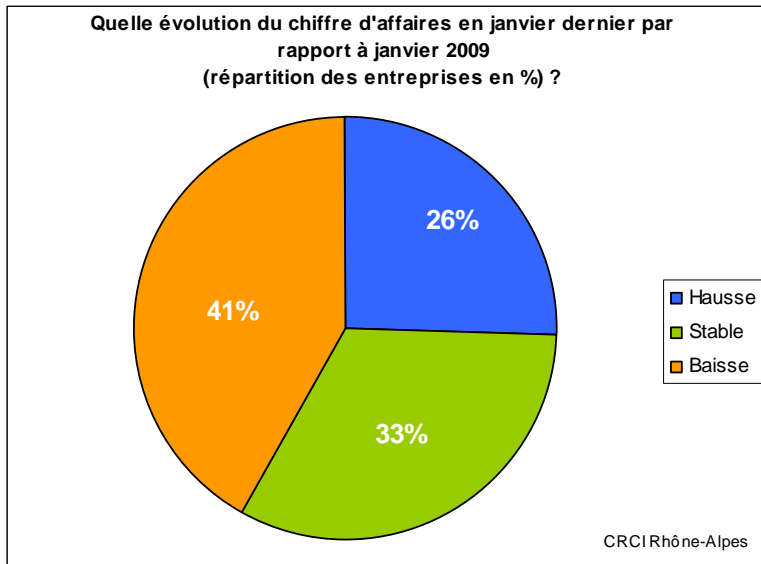
Un bilan mensuel en retrait par rapport à celui de décembre

Le bilan du mois de janvier, en termes de chiffre d'affaires, est en retrait par rapport à celui de décembre. 41 % des TPE-PME annoncent une baisse de chiffre d'affaires sur un an (+ 4) pour seulement 26 % une hausse (- 3).

Confirmant ce qui était annoncé par la précédente enquête, ce bilan est **notamment défavorable dans le commerce de détail avec 56 % des entreprises qui annoncent une baisse** de chiffre d'affaires. Les soldes semblent ne pas avoir dynamisé l'activité. Certains répondants font état d'une activité très faible après un mois de décembre assez soutenu. Plusieurs évoquent les conditions météorologiques qui n'ont pas facilité la fréquentation des magasins.

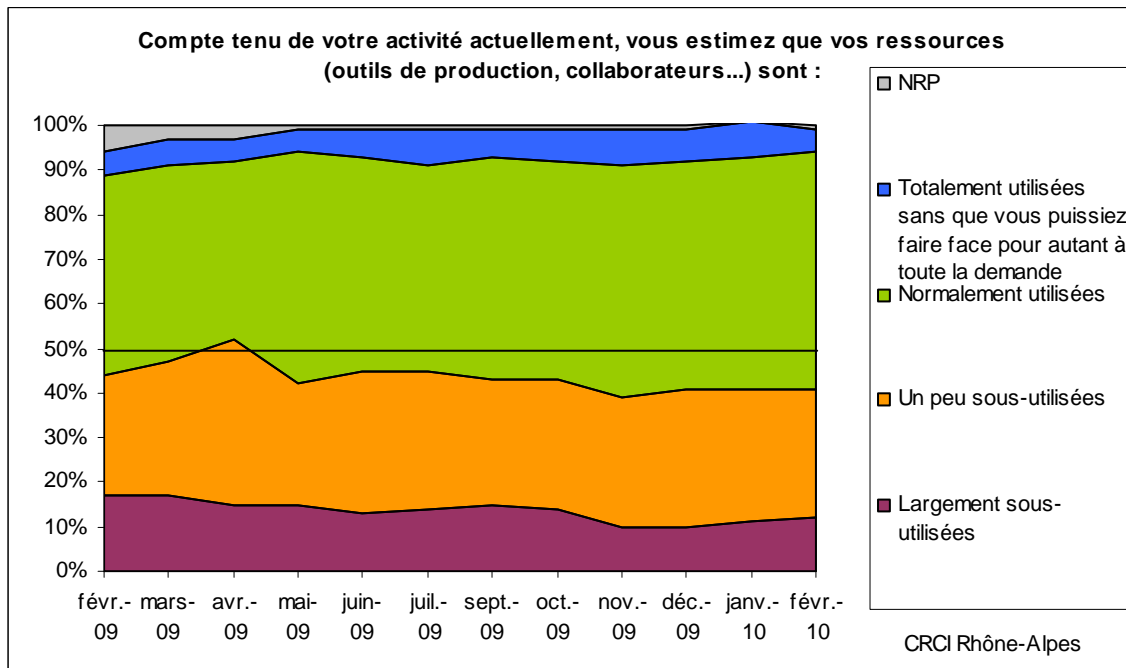
Dans le **BTP**, il y a toujours une **majorité d'entreprises dont le chiffre d'affaires est en baisse** sur un an. Dans l'hôtellerie-restauration, la part des entreprises dont le chiffre d'affaires a baissé est en progression sensible à 43 %, ainsi que dans l'immobilier à 39 %.

¹ 330 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).



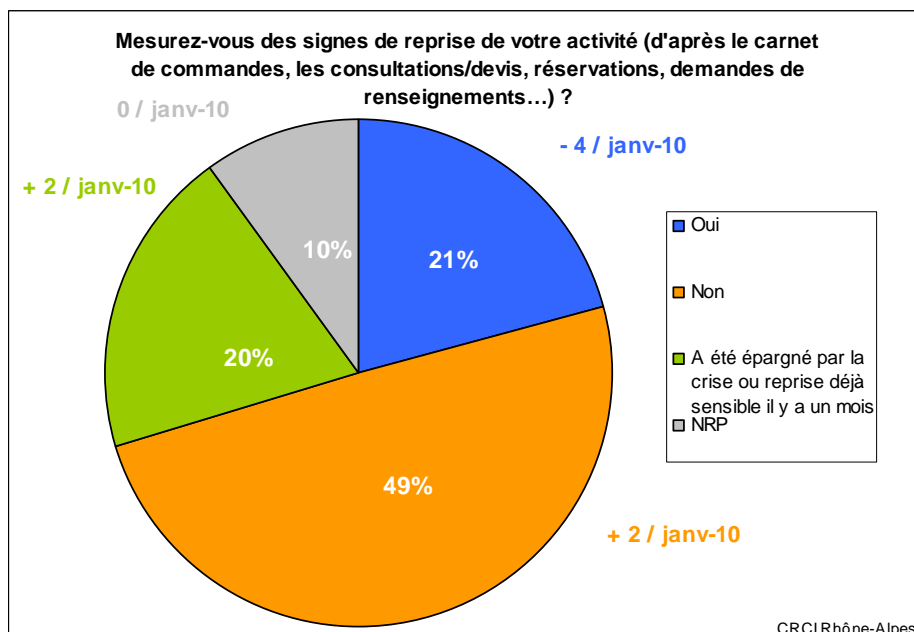
Dans ce contexte, le **niveau d'utilisation des capacités de production s'est un peu tassé** : 58 % (- 1) des TPE-PME disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs capacités de production/prestation de services. Mais on note surtout que la part des entreprises disant utiliser pleinement leurs ressources sans pouvoir faire face à toute la demande se réduit à 5 % (- 3), alors que celle des entreprises qui font état de capacités de production largement sous-utilisées atteint 12 % (+ 1).

Dans l'industrie, la part des TPE-PME qui ne sont pas confrontées à une sous-utilisation de leurs capacités de production recule à 38 % (- 4).



Les perspectives à trois mois s'améliorent de nouveau, notamment pour les services aux entreprises

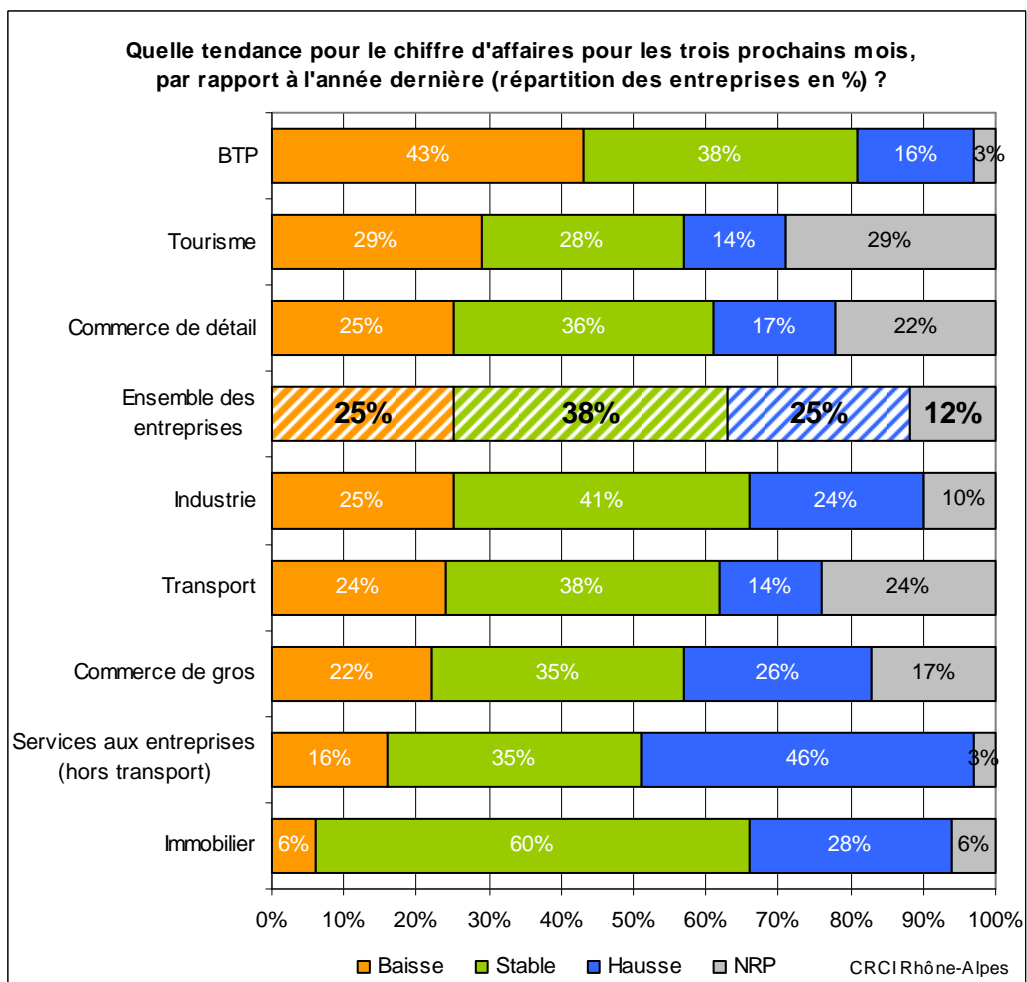
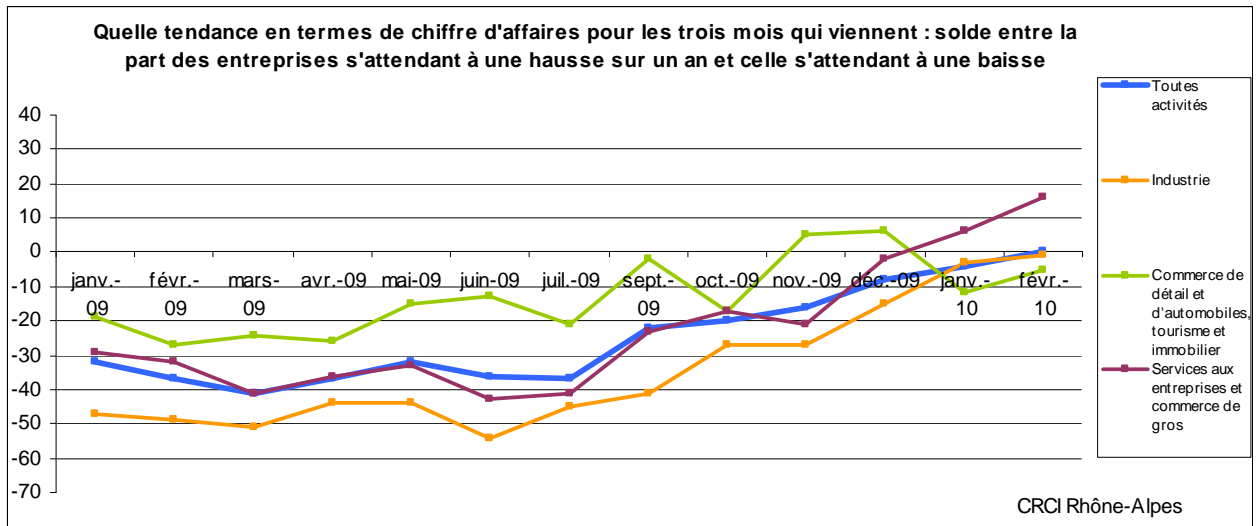
Les TPE-PME restent encore très incertaines quant à la reprise de l'activité. La **part des entreprises qui disent avoir été épargnées par la crise ou avoir déjà bénéficié d'une reprise de l'activité augmente de nouveau ce mois pour atteindre 20 %** : cela montre que les signes de reprises ressentis par certaines entreprises se confirment par la suite. Néanmoins, la part des entreprises qui disent ne pas ressentir de signes de reprise progresse également de nouveau pour atteindre 49 %. Il y a donc aussi des entreprises pour lesquelles la reprise tourne court. Plusieurs entreprises font ainsi état d'une hausse des consultations/demandes de devis, mais avec une concrétisation qui tarde.



Les perspectives glissantes à 3 mois, en termes d'évolution du chiffre d'affaires sur un an, poursuivent leur amélioration : **c'est toujours la tendance à la stabilité qui l'emporte (38 % des TPE-PME, - 1), mais pour la première fois depuis le début de l'enquête, il y a autant d'entreprises qui s'attendent à une hausse qu'à une baisse de leur chiffre d'affaires (25 %).**

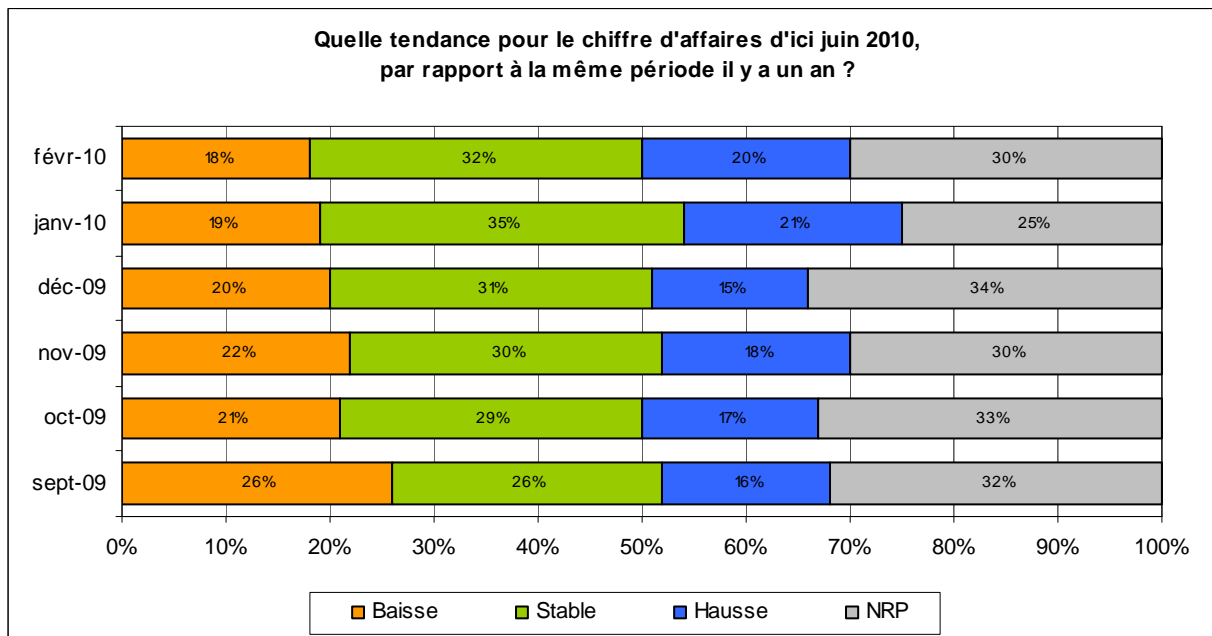
Le niveau des « non réponses » reste élevé (12 %, + 1) traduisant **l'incertitude de nombreuses entreprises**. Cette faible visibilité est particulièrement importante dans le commerce de détail, le tourisme (hébergement-restauration) et le transport.

L'amélioration des perspectives à trois mois est encore **particulièrement le fait de l'ensemble « services aux entreprises-commerce de gros »** pour lequel il y a plus d'entreprises qui s'attendent à une hausse du chiffre d'affaires qu'à une baisse. Dans l'industrie, ce solde s'améliore encore très légèrement ainsi que pour les activités les plus tournées vers les particuliers. Dans le **BTP, on note par contre une dégradation des perspectives**, avec 43 % des entreprises qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires.



Des perspectives à l'horizon juin 2010 marquées par une nouvelle montée de l'incertitude

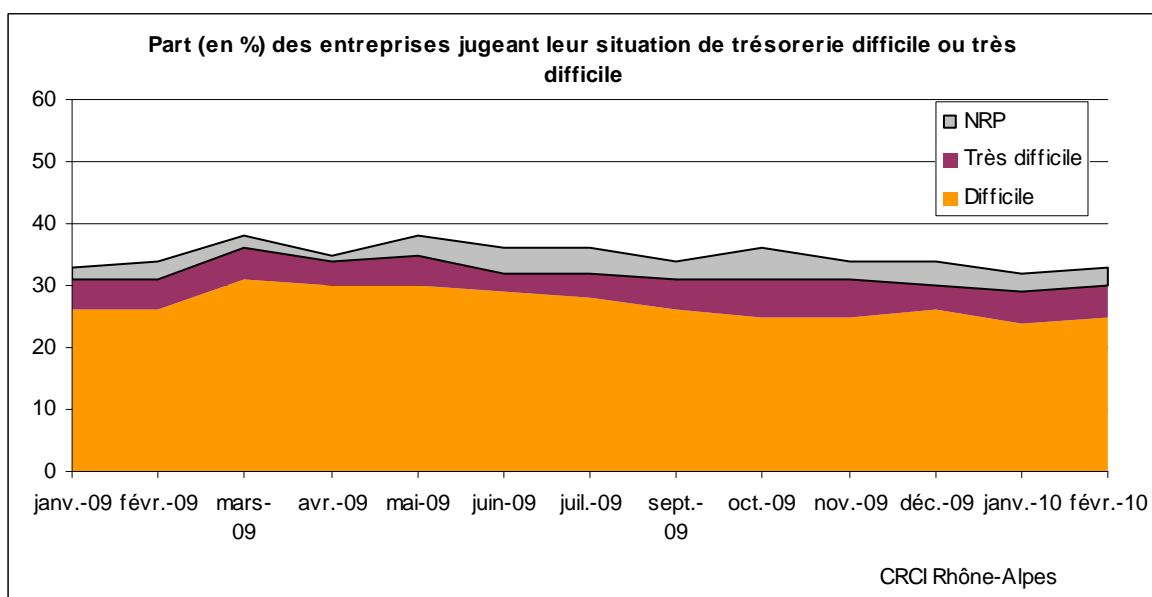
Les perspectives à l'horizon juin 2010 varient peu par rapport au mois dernier. C'est toujours la tendance à la stabilité du chiffre d'affaires qui l'emporte. La part des TPE-PME qui s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires continue de se réduire. Le niveau des « non réponses » remonte à 30 %, traduisant sans doute une visibilité qui ne s'améliore pas.



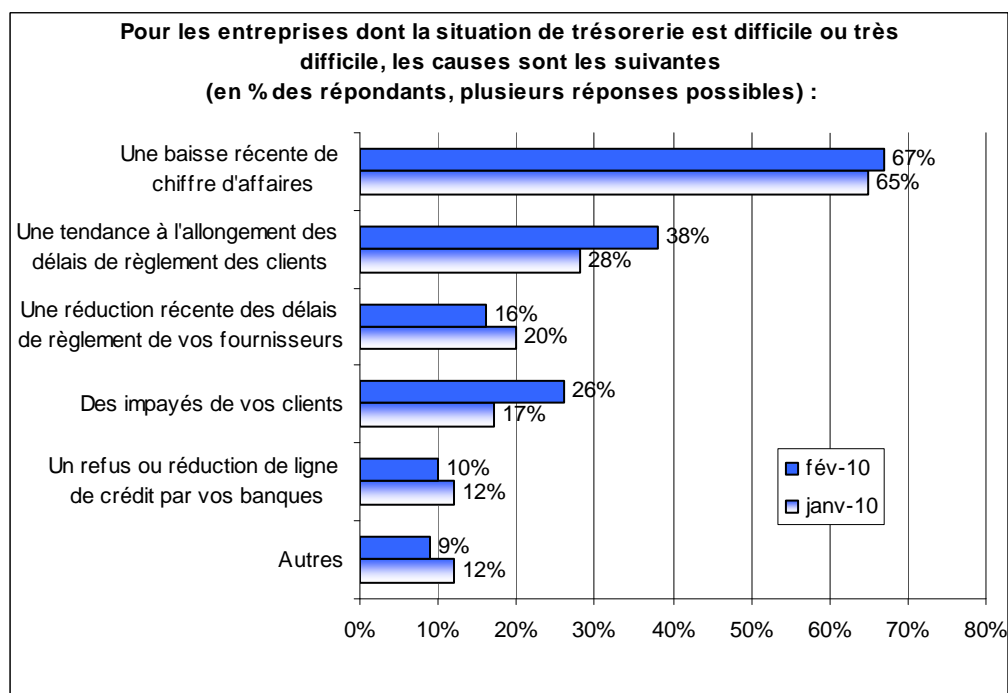
Dans le BTP, la part des entreprises s'attendant à une baisse du chiffre d'affaires progresse encore à 31%. Elle se replie dans l'industrie à 16 %.

Difficultés de trésorerie : montée des impayés

Une part toujours importante des TPE-PME signale des difficultés de trésorerie : **pour 25 % (+ 1) des entreprises la situation de trésorerie est jugée difficile et pour 5 % elle est très difficile.**



La première cause de ces difficultés reste l'insuffisance de chiffre d'affaires (67 % des entreprises ayant des difficultés). Par ailleurs, on note ce mois que **l'allongement des délais de règlement des clients** est une cause de difficultés en progression, ainsi que **les impayés**.



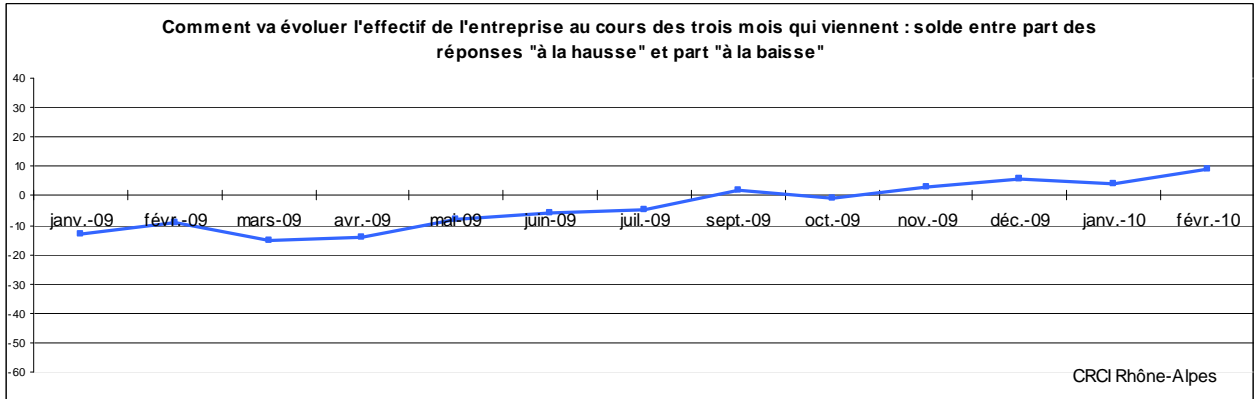
Si 18 % des entreprises présentant des difficultés de trésorerie ressentent des signes de reprise, leurs perspectives sont globalement moins bien orientées que pour l'ensemble des entreprises : pour les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires à trois mois, 18 % s'attendent à une hausse et 32 % à une baisse (respectivement 25 % et 25 % pour l'ensemble des TPE-PME).

Amélioration assez générale des perspectives en matière d'emploi

17 % des TPE-PME prévoient d'augmenter leur effectif dans les trois mois (+ 3 points) et 8 % de le réduire (- 2). La tendance largement majoritaire reste à la stabilité des effectifs (73 % des TPE-PME).

Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'accroît de nouveau². Il est **maintenant positif pour l'ensemble des activités sauf pour le transport et le BTP**. Ce solde s'améliore pour la plupart des activités. Il est le plus élevé dans les services aux entreprises et l'immobilier.

² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».

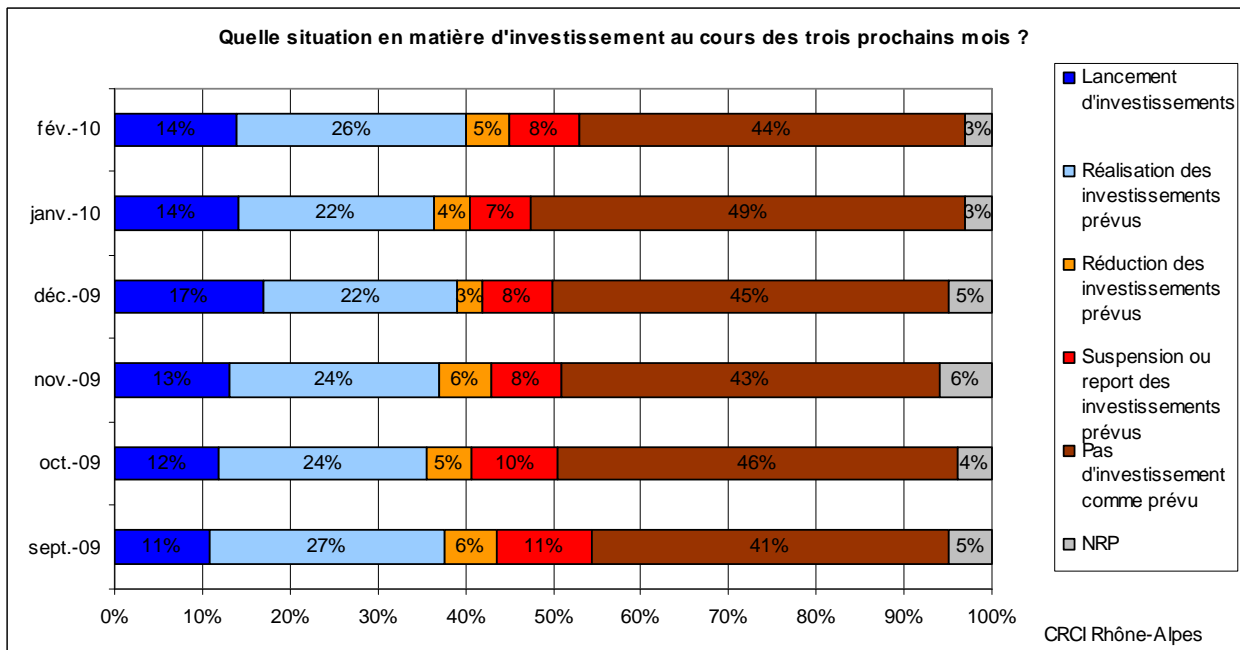


Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **18 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois (+ 1 par rapport à janvier).**

Une majorité d'entreprises n'a toujours pas recours aux heures supplémentaires. Ce recours est en hausse pour seulement 5 % des entreprises (+ 2) et il est en baisse pour 6 % (- 4). Le solde « hausse – baisse » reste donc négatif mais il se rapproche de zéro. Il devient positif dans l'industrie (+ 5).

L'investissement reste à la peine

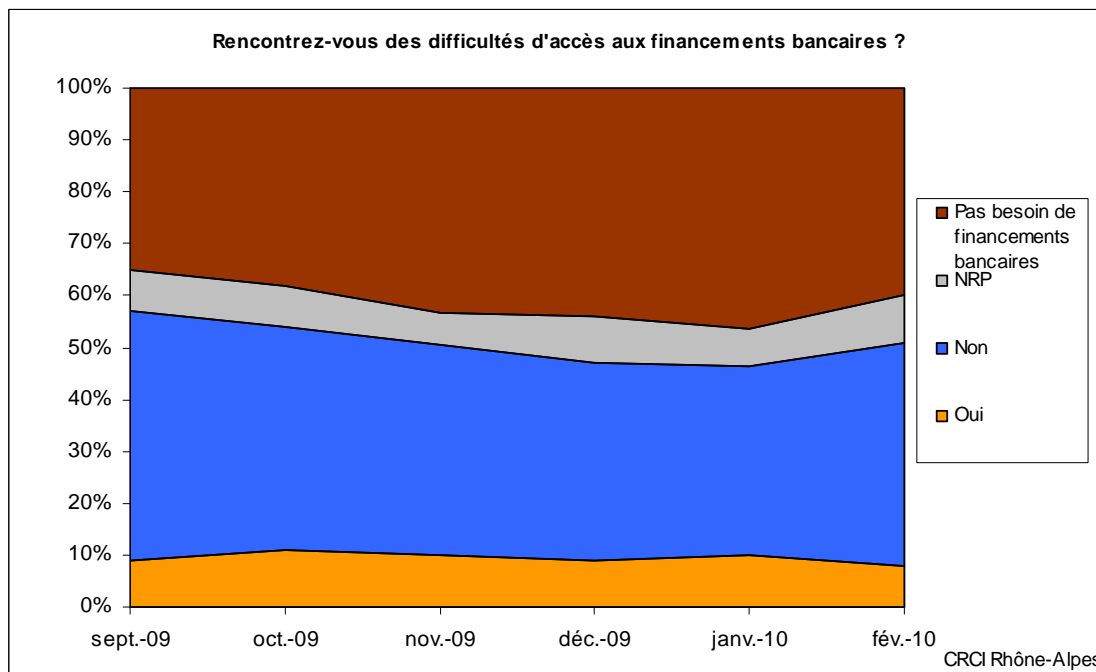
Si elle reste minoritaire, la part des TPE-PME qui vont investir au cours des trois prochains mois s'est accrue (45 %, + 5). Cette **amélioration est cependant toute relative** dans la mesure où la part des entreprises qui prévoient de lancer des investissements reste à 14 %. Dans le même temps 13 % des TPE-PME vont réduire ou suspendre des projets d'investissement.



Des difficultés d'accès aux financements bancaires qui se concentrent sur les entreprises ayant des difficultés de trésorerie

Début février, 40 % des TPE-PME disent ne pas avoir besoin de financements bancaires, soit un recul assez sensible de 6 points.

8 % des entreprises rencontrent actuellement des difficultés d'accès aux financements bancaires : parmi les seules entreprises ayant besoin de financements bancaires, **16 % éprouvent des difficultés pour accéder à ces financements (- 5 points par rapport au mois dernier)**. Les $\frac{3}{4}$ des entreprises concernés par ces problèmes d'accès aux financements bancaires sont en situation de difficultés de trésorerie.



Cette enquête confirme les résultats du mois précédent : le **refus de prêt est bien devenu la première traduction des difficultés d'accès aux financements bancaires**. Le niveau des garanties demandées est une cause dont la fréquence de citation se replie encore sensiblement.

